

de débordement dans la mesure où partout où les militants révolutionnaires sont intervenus correctement, les arrêts de travail se prolongeaient et les motions votées dépassaient largement le cadre imposé par les bureaucrates. L'affaire, Guiot, surtout, fut l'occasion d'isoler la fraction PCF au sein du SNES et de la mettre en minorité dans de nombreuses AG. Mais, tant pour Burgos que pour Guiot, la mobilisation extérieure au milieu enseignant, touchant prioritairement les lycéens et étudiants, a largement servi l'action des révolutionnaires. De plus, le fait que nos propositions s'appuient sur des directives syndicales, même si c'est pour les dénaturer, est un atout majeur pour être suivis massivement, dans la mesure où les enseignants, dans leur grande majorité (primaire et secondaire surtout) n'envisagent aucune action hors du cadre syndical (pour le moment...).

Cet atout va nous manquer dans l'affaire Bertin.

-d- L'affaire Bertin est le type même d'intervention que nous serons amenés à avoir, dans de meilleures conditions, espérons-le : c'est à dire l'E.E. étant plus forte et mieux structurée.

La situation : le pouvoir multiplie les actes de répression chez les enseignants, les cas se succèdent, sans réaction réelle de la part des directions syndicales. Mais la sanction contre Bertin est un tournant : plus de prétexte pédagogique ou professionnel, Bertin est sanctionné pour opinion politique sur rapport d'une directrice fasciste. On lui supprime son poste de M.A. pour le renvoyer dans le primaire. Bertin refuse la sanction, fort de son droit : il ne rejoint pas son nouveau poste. Les directions syndicales, prévenues dès le départ, ne font rien, si ce n'est demander à Bertin de rejoindre son poste « pour que puissent s'ouvrir des négociations ». Il refuse. Le Ministère menace de le radier de l'Education Nationale.

Que doit faire l'E.E. ?

Se contenter de propagande et d'information sur le cas ? C'est à coup sûr livrer Bertin à la radiation. Affiches et tracts n'ont jamais fait reculer le pouvoir.

Face à la carence des directions syndicales, l'E.E. doit intervenir. Le problème des forces se fait cruellement sentir. 20% des voix en moyenne dans le SNES, c'est une chose. Mais dans des cas comme celui-ci, des grosses sections syndicales valent mieux qu'une minorité dispersée. Or, les sections tenues par l'E.E. ou RS sont surtout de petites sections de banlieue. S'opposant à ce que l'E.E. lance en tant que telle un mot d'ordre de grève (ce serait la considérer comme un syndicat dans le syndicat, lui faire faire en tant que tendance un acte d'indiscipline syndicale qui, en cas d'échec, la met à la merci des bureaucrates), les camarades de la Ligue proposent l'orientation suivante : le mouvement démarre à partir des sections syndicales de base que nous tenons ou influençons par une grève de 24 heures, tous les enseignants solidaires de Bertin sont appelés à se joindre à la grève, même minoritaires sur leur établissement. C'est un geste politique qui sera compris même s'il n'est pas suivi par la masse des enseignants. L'E.E. soutient publiquement la grève et se fait le canal de son extension.

Dans un second temps, une journée de grève nationale du même type (initiative des sections de base, rejointes dans leur grève par les enseignants qui en sont solidaires) est prévue. Cette orientation (débordement des directions syndicales par des sections syndicales de base) fut globalement celle du mouvement, bien que les spontex aient tenté de le transformer en « action anti-syndicale de la base en révolte », profitant de ce que la grève était formellement lancée par une liste d'enseignants signataires d'un appel. C'était un biais tactique indispensable pour aller vite le jour où la décision de lancer un mouvement a été prise.

Le mouvement a eu un succès certain sur Paris : 1.000 enseignants grévistes le jour prévu, 40 sections syndicales en grève environ. Seul le secondaire fut réellement touché, pratiquement pas le primaire et le supérieur, ce qui était à prévoir. On a pu parler d'un petit mouvement de masse dans la mesure où il ne s'est pas limité aux seuls révolutionnaires, ralliant de nombreux militants Unité et Action, rassemblant d'importantes AG d'enseignants en lutte. Le mouvement en province fut

moins réussi, car mal conçu, le problème ayant une dimension avant tout parisienne. Tenir une journée de grève était un leurre ; mieux eut valu une journée d'action-information (tracts, meetings...). A Paris, le mouvement retomba après une semaine d'agitation terminée sur une manifestation pour la levée de toutes les sanctions frappant les enseignants, celle frappant Bertin en particulier. Trop faible pour faire à lui seul reculer le Ministère, le mouvement n'avait pu accrocher les relais nécessaires pour l'élargissement de la mobilisation à de plus larges couches d'enseignants. Ces relais pouvaient être soit une mobilisation lycéenne, soit une initiative, même très limitée, des directions syndicales. Mais compter sur les lycéens, c'était s'enfermer dans un cercle vicieux, dans la mesure où les lycéens, pour démarrer un mouvement d'importance sur le cas d'un enseignant gauchiste sanctionné, ne pouvaient que s'appuyer sur une mobilisation enseignante massive. Par contre, il s'en fallut de peu pour que la direction du SNES ne soit obligée de prendre une initiative, même symbolique, mais qui aurait permis d'entraîner beaucoup plus d'enseignants dans la lutte. Elle joua la carte du silence et de l'immobilisme et, une fois de plus, elle gagna. Elle ne put pourtant pas se permettre de sanctions syndicales contre les révolutionnaires. Mais il est clair que si nous avions pu gagner à nous au départ plus de militants de base de la tendance U & A majoritaire, il eut été possible de faire pencher la balance.

Il faudrait bien se garder de tirer un bilan purement négatif de l'affaire Bertin, même si Bertin a été radié de l'EN quatre mois plus tard :

- Il aurait été beaucoup plus grave de ne rien faire ou d'avoir un comportement de mise au pied du mur des directions de type FUO.

- Nous avons donné une orientation correcte à la lutte contre les courants spontex qui voulaient en faire une lutte anti-syndicale.

- C'est, de fait, le premier débordement, non limité à un établissement, de la direction du SNES par des sections syndicales de base. C'est en ce sens une expérience pour les luttes à venir.

Le plus lourd handicap a été la faiblesse militante de la tendance et sa lourdeur de fonctionnement. Quant aux camarades de la Ligue, si certains apparurent clairement comme des dirigeants effectifs du mouvement, trop nombreux furent les absents aux réunions Ligue, aux réunions de l'E.E., aux réunions unitaires des représentants de bahuts.

Que l'affaire Bertin ait été une bataille au-dessus de nos forces, c'est certain. C'est le type même des batailles qui nous attendent, conséquences de l'offensive de la bourgeoisie et de l'immobilisme des directions syndicales dans l'impasse.

C'est ainsi qu'à une moindre échelle, devant l'impuissance des stalinien et des sociaux-démocrates à opposer la moindre résistance aux projets de Guichard en cette rentrée, on voit maintenant se dérouler une série de luttes locales dures (types Rives de Gié, cf Rouge), luttes dans lesquelles les révolutionnaires ont un rôle tout à fait important.

-e- Les luttes locales.

Ce sont des luttes centrées sur un point précis. Ce peut être contre des heures supplémentaires, contre une réduction de postes, contre des effectifs de classes surchargées, contre une mesure disciplinaire touchant un enseignant, etc... La grève à Vincennes ou à la Halle aux Vins, la grève au CES à Aubervilliers (répression) l'an passé, les occupations d'écoles primaires qui fleurissent en début d'année, la récente lutte de Rives de Gié, du lycée de Versailles, etc... sont autant d'exemples.

Lors de ces mouvements, l'ensemble des mots d'ordre pour une organisation démocratique de la grève trouve un écho très favorable et une application concrète (AG du personnel, comité de grève, organisation de la solidarité, etc...)

Les chances de succès restent très variables suivant la nature du conflit. S'il oppose l'administration locale aux enseignants, il peut déboucher sur une victoire (fac de Vincennes, Lycée de Versailles...). S'il met directement